

L'étudiant

GRATUIT

N° 149 / Mercredi 04 Décembre 2024

TRIHÉBDOMADAIRE

DÉCLARATION SUR LES REVENUS

Étudiants exonérés

- ▶ Depuis juin 2024, le gouvernement camerounais invite les contribuables à déclarer leurs revenus sous peine de sanctions. Face à cette obligation, dont l'échéance est fixée au 9 décembre 2024, de nombreux étudiants s'interrogent : sont-ils concernés ?
- ▶ Les responsables des services des impôts de Yaoundé se veulent rassurants : les étudiants non travailleurs ne sont pas soumis à cette exigence.
- ▶ Lire notre enquête. **P7**



ROUND UP MASTER À L'ESSTIC

Appel à candidatures lancé

- ▶ Le Recteur de l'Université de Yaoundé II, a annoncé le 27 novembre 2024 l'ouverture des recrutements pour 185 étudiants en master recherche et professionnel à l'École Supérieure des Sciences et Techniques de l'Information et de la Communication. **P2**

COFFE BREAK

BOLLORÉ BLUE BUS SOLUTIONS La panne persiste à l'Université de Yaoundé I

- ▶ Les étudiants sollicitent l'intervention du Recteur pour résoudre l'énigme du Bluebus, dont l'absence continue de perturber la mobilité au sein du campus depuis 2020. **Pp.4-6**



SÉLECTION MASTER ESSTIC 185 places disponibles

► Le Recteur de l'Université de Yaoundé II-Soa, Pr Richard Laurent Omgba, a signé un communiqué le 27 novembre 2024 annonçant l'ouverture des candidatures pour le recrutement de nouveaux étudiants en Master à l'ESSTIC.

Par Paul Marcel MBEMBE

Au total, 185 places sont proposées pour cette nouvelle session. Parmi ces places, 25 sont destinées au Master en Sciences de l'Information et de la Communication (Master recherche), et 160 seront réparties sur sept filières du Master professionnel. Ces formations sont particulièrement adaptées aux besoins du marché de l'emploi, et couvrent des domaines diversifiés et d'actualité tels que le journalisme politique, la communication sur la santé et l'environnement, la communication territoriale, l'archivistique et l'in-



génierie documentaire, le journalisme sportif et olympique, la communication des entreprises et le marketing, ainsi que l'édition, l'infographie éditoriale et communautaire. Les conditions

d'admission varient en fonction du type de Master. Pour intégrer le Master en Sciences de l'Information et de la Communication, les candidats doivent être titulaires d'une licence dans cette discipline ou d'un Master dans un autre domaine, avec une mention minimale de «Assez-bien». Quant au Master professionnel, les candidats doivent posséder une licence ou un diplôme équivalent dans les sciences et techniques de l'information et de la communication, ou un Master 1 dans une autre discipline. Il est également possible de postuler avec un diplôme de maîtrise dans une discipline connexe, à condition de justifier d'une expérience

professionnelle dans le domaine choisi et d'avoir obtenu la mention «Assez-bien». Les candidats intéressés doivent déposer leur dossier de candidature à la Scolarité de l'École supérieure des sciences et techniques de l'information et de la communication, au plus tard le 15 décembre 2024. Cette initiative de recrutement marque une étape importante pour l'Université de Yaoundé II-Soa et l'ESSTIC, qui souhaitent offrir à la jeunesse camerounaise l'opportunité d'acquérir une formation de qualité dans des domaines clés de la communication et des médias, et ainsi contribuer au développement du secteur.

INSTITUT SUPÉRIEUR SIANTOU

L'IA au cœur du parrainage

► Du 5 au 6 décembre 2024, l'Institut Siantou, organisera le parrainage des étudiants du département Information et Communication. Cette cérémonie mettra en avant la transformation du paysage des SIC par l'intelligence artificielle



Par PMM

Cet événement se distingue cette année par sa portée symbolique et thématique. Sous le thème «L'intelligence artificielle dans les SIC : une épée à double tranchant», la rencontre promet d'être un moment de réflexion intense sur l'avenir des métiers de l'information et de la communication à l'ère du numérique et des nouvelles technologies. Au programme de ces deux journées : des conférences, des ateliers, des débats et des interventions d'experts du domaine, mais également

une célébration solennelle de l'engagement des étudiants dans leur parcours académique. Le thème choisi revêt une grande actualité, en raison de l'impact croissant de l'intelligence artificielle sur les métiers des sciences de l'information et de la communication. L'événement offrira ainsi une tribune pour discuter des opportunités, mais aussi des défis et des risques associés à l'utilisation de l'IA dans ce domaine. Les participants, parmi lesquels figurent des étudiants, des enseignants et des professionnels du secteur, auront l'occasion de se pencher sur les enjeux éthiques, techniques et sociaux de l'intégration de l'intelligence artificielle dans les pratiques

de l'information, la communication et les médias. Les discussions se concentreront sur la manière dont l'IA transforme le paysage des SIC, tout en soulevant la question de ses dérives possibles, tant du point de vue de la fiabilité de l'information que de l'automatisation excessive. Cet événement marquera une étape importante dans le parcours des étudiants du département Information et Communication de l'Institut Siantou, qui auront l'opportunité d'être parrainés par des personnalités influentes du secteur. Ces parrains et marraines, figures emblématiques du monde académique et professionnel, offriront leur soutien aux étudiants, leur prodiguant conseils et encouragements pour réussir dans un secteur en constante évolution. Avec près de 2000 participants attendus, ce parrainage s'annonce comme un moment fort de la vie universitaire, un lieu d'échanges et de partage pour les futurs communicants et journalistes. Le département Information et Communication, fidèle à son engagement pour la formation de haut niveau, invite tous ceux intéressés à participer à ce grand rendez-vous de la pensée et de l'innovation.

MUSIQUE EN LANGUE LOCALE

A vos notes !

► L'association ODIVO, organise une masterclass exceptionnelle sur la carrière artistique le vendredi 6 décembre 2024, à partir de 15h, au Centre culturel Ubuntu.

Intitulée «Étude de cas : carrière artistique», cette masterclass abordera des thématiques essentielles pour les artistes et professionnels du secteur musical. Les sous-thèmes de cette rencontre sont : l'impact et l'influence d'un artiste qui utilise les langues locales, la composition en langue locale : par où commencer et comment s'y prendre ? et enfin, la rentabilisation d'une musique en langue locale : quelles stratégies adopter ? La session réunira des experts du milieu, à commencer par le directeur de l'association ODIVO, Chérubin Ndjip. Aux côtés de ce dernier, le public pourra compter sur la présence de Ruben Binam, artiste musicien et producteur, qui partagera son expérience sur la production musicale en langues locales, ainsi que de

Dr Carole Foukoue Kayum, Chargée de projet associée au programme culturel au bureau régional de l'UNESCO pour l'Afrique Centrale. Serge Maboma, artiste musicien et producteur, apportera également sa vision unique sur la rentabilisation d'une œuvre musicale dans une langue locale. Cette masterclass, à la croisée des enjeux culturels, économiques et artistiques, s'inscrit dans un contexte où les langues locales occupent une place de plus en plus importante dans la scène musicale africaine. Un rendez-vous à ne pas manquer pour tous les artistes, producteurs et passionnés du secteur musical. Cet événement, en partenariat avec l'UNESCO, intervient après le succès du Festival des langues locales qui s'est tenu du 29 au 30 novembre dernier.

FÊTES DE FIN D'ANNÉE

Le MINJEC promet plus de responsabilités

► Mounouna Foutsou engage une vaste campagne de sensibilisation pour promouvoir la paix, l'intégration nationale et les valeurs civiques des jeunes pendant les fêtes de fin d'année.

Par Monsieur IA

Dans un contexte marqué par des actes d'incivisme et de violences fréquents durant les fêtes de fin d'année, le Ministère de la Jeunesse et de l'Éducation Civique (MINJEC) annonce le lancement de l'édition 2024 de l'Opération « Fêtes de fin d'année Citoyennes et Patriotiques ». Cette initiative, prévue du 18 décembre 2024 au 3 janvier 2025, vise à promouvoir les valeurs civiques, la paix, et l'intégration nationale à travers des actions de sensibilisation et de mobilisation sur l'ensemble du territoire camerounais. L'objectif général de l'opération est de renforcer les valeurs citoyennes et de promouvoir un vivre-ensemble harmonieux pendant cette période festive. À cet effet, le MINJEC a défini des



objectifs spécifiques visant à sensibiliser les populations sur des comportements déviants tels que l'abus de substances, la propagation du VIH/SIDA, ainsi que les dangers liés à l'indécence vestimentaire. Par ailleurs, des

activités éducatives et pro-

ductives seront organisées pour occuper les jeunes de manière saine et utile. Dans le cadre de cette opération, une attention particulière sera accordée à la promotion du patriotisme économique et à la lutte contre la spéculation et la vente de produits

de consommation illicites. En outre, des campagnes de sensibilisation seront menées par le biais de messages sur les réseaux sociaux, d'affiches et de bandes sonores, tout en mobilisant des acteurs locaux tels que les médiateurs communautaires, les autorités traditionnelles et religieuses. Les activités débiteront par un lancement officiel, prévu à Kobdombo dans la région du Centre, et se poursuivront au niveau local, notamment dans les régions où des échanges seront organisés entre les jeunes et des personnes ressources. L'opération sera également l'occasion de renforcer la Campagne Nationale d'Éducation Civique et d'Intégration Nationale, ainsi que le programme de réarmement moral et civique, le PRONEC-REAMORCE, qui mettra l'accent sur des carrefours de dialogue pour favoriser la paix et la cohésion sociale. Ainsi, l'édition 2024 de cette opération se présente comme une occasion unique pour les citoyens, particulièrement les jeunes, de s'engager activement pour une fin d'année saine, productive et empreinte de valeurs patriotiques.

PROGRAMME TECHGIRLS 2025

Une opportunité pour les jeunes filles

► Les filles âgées de 15 à 17 ans pourront postuler pour participer à cette initiative, qui vise à promouvoir l'accès des filles aux carrières en Sciences, Technologie, Ingénierie et Mathématiques (STIM).

Par Andréa Kofane

Le Ministre de la Jeunesse et de l'Éducation Civique invite les jeunes Camerounaises âgées de 15 à 17 ans à saisir l'opportunité d'intégrer l'édition 2025 du programme TechGirls, parrainé par le gouvernement américain. L'appel à candidatures, ouvert du 15 octobre au 06 décembre 2024, vise à encourager les jeunes filles à poursuivre des études supérieures et des carrières dans les domaines des Sciences, de la Technologie, de l'Ingénierie et des Mathématiques. Ce programme, qui se déroule à Washington, offre une formation pratique et un dé-



veloppement des compétences spécifiques, tout en permettant aux jeunes participantes d'évoluer dans un environnement stimulant et enrichissant. L'édition

2024 a déjà été marquée par la participation de trois brillantes jeunes Camerounaises, un témoignage de l'engagement du pays à promouvoir l'accès des

filles aux carrières technologiques. Les candidates intéressées peuvent remplir un formulaire en ligne disponible sur le site officiel du programme, à l'adresse suivante : <https://techgirlsglobal.org/apply/eligibility-and-application-2/>. Ce site contient également des informations détaillées sur les critères d'éligibilité. Ce programme constitue une belle occasion pour les jeunes filles camerounaises de développer leurs talents et de se préparer à des carrières dans des secteurs en pleine expansion. Il incarne l'engagement des États-Unis en faveur de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes dans le domaine des technologies.

Journal bilingue d'informations sur l'éducation et la jeunesse
 Directeur de Publication : Boris Landry KOUEKAM
 www.journal-etudiant.com
 (237) 014 20 07 / 07 70 00

L'Étudiant

GRATUIT N°149 / Mercredi 04 Décembre 2024 TRIHEBDOMADAIRE

Directeur de publication/Publisher
Boris Landry KOUEKAM

Coordonnateur général/ General Coordinator
Arnaud Nicolas MAWEL

Coordonnateur général adjoint
Paul Reinhard WANDJI

Directeur de la rédaction/Managing Editor
Franck Boris NKENGUE

Rédacteur en chef/ Editor In Chief
Paul Marcel MBEMBE

Rédacteur en chef adjoint/ Deputy Editor In Chief
Wilfried Celestin NTOUDA

Reporters
Bonté Modeste NKOUE, Yvan NJUPLONG, De DASSE BONY, Paul DOUKSOUM, Emmanuel TCHOUANHOU

Production :
Central Media Communication and Technologies-CMCT

RCCM: RC/YAO/2022/B/1633

P.O Box: 17019 Yaoundé, Cameroun
Rond-point Cami-Toyota, Coron, Immeuble Lucas Mill

Téléphone: +237 694299971/ 677932102

Email : contact@journaletudiant.com

Site web : www.journaletudiant.com

BOLLORÉ BLUEBUS SOLUTIONS

L'interminable station



► Depuis que les véhicules Bolloré ont été envoyés au garage il y a quatre ans, les étudiants de Ngoa-Ekele ont du mal à se déplacer sur le campus. Sans ces engins roulants gratuits et pratiques, ils sont condamnés à de longues marches, des retards et des difficultés accrues. La nostalgie de cette époque perdure, mais l'espoir de voir revenir les Bluebus s'amenuise.

SOMMAIRE ▼

Mobilité des étudiants de l'UYI : le parcours du combattant -----	P.5
Bluebus : au poids mort -----	P.6
Retour du bluebus : silence radio -----	P.6

MOBILITÉ DES ÉTUDIANTS DE L'UYI

Le parcours du combattant

► **Quatre ans déjà que les Bluebus, qui assuraient autrefois le transport des étudiants de l'Université de Yaoundé I, ne circulent plus. Depuis lors, les étudiants rencontrent moult difficultés à se déplacer au sein du campus.**

Par Michelle MBESSA

Les Bluebus Bolloré demeurent à l'arrêt et inutilisés depuis environ quatre ans. Ces véhicules, qui pourraient à nouveau améliorer le quotidien des étudiants, ne sont plus que de lointains souvenirs pour ceux qui les ont connus. Ces derniers se retrouvent confrontés à de nombreuses difficultés. Jadis habitués à se déplacer en bus, ils ressentent aujourd'hui un changement regrettable. « Cette époque me manque énormément. J'aimerais vraiment que l'on répare les bus Bolloré, car, quoi qu'on en dise, cela nous permettait d'éviter d'arriver en retard. Actuellement, non seulement il faut marcher une longue distance pour rejoindre l'amphithéâtre, mais il est également devenu très difficile d'arriver à l'heure », déclare Nadia Etoga, étudiante en faculté des lettres. Durant la saison des pluies, la mobilité se révèle particulièrement problématique. Les étudiants doivent parfois s'abriter à l'entrée du campus, risquant ainsi de manquer le début de leurs cours. Cette situation est frustrante pour eux,



qui regrettent le temps où les bluebus assuraient leur transport dans de telles circonstances. « Aujourd'hui, lorsqu'il pleut, il est très compliqué de rejoindre l'amphithéâtre. Il arrive que nous manquions des cours simplement parce que nous ne pouvons pas entrer sans nous mouiller. Parfois, nous n'avons d'autre choix que de nous engager sous la pluie, risquant de nous salir et d'attraper un rhume », explique Bernard Elanga, étudiant en sociologie. Pour les étudiants, les escaliers représentent un obstacle majeur, notamment pour ceux ayant des difficultés de mobilité. L'absence des bluebus

complique considérablement leurs déplacements, provoquant une fatigue physique, en particulier chez les étudiantes dont les amphithéâtres sont très éloignés. « Nous avons déjà été témoins d'accidents sur les escaliers du campus, lorsque deux étudiants se bousculent dans l'urgence d'arriver à l'heure à l'amphithéâtre. Il est impératif que ces bus soient remis en circulation », déclare Christelle Ngo, étudiante en faculté des sciences. La réintroduction des Bluebus pourrait à nouveau faciliter les déplacements des étudiants au sein du campus de l'Université de Yaoundé I.



Franklin Tasse, étudiant en psychologie

«Ça facilitait vraiment la tâche aux étudiants»

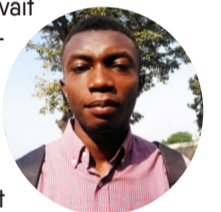
Je suis arrivé à l'université entre 2016 et 2017. Les Blue buss Bolloré transportait encore les étudiants du << Château>> à la faculté de médecine. Ces bus étaient vraiment d'une grande utilité. Ça facilitait vraiment la tâche aux étudiants. Lorsque que vous arrivez en retard, par exemple lorsque vous empruntez le bus, il vous laissait directement à l'entrée de l'amphithéâtre. Ces bus transPar exemple à l'entrée de 1001 et aussi devant les escaliers pour monter à la faculté des Arts et devant les nouveaux blocs pédagogiques. Si c'est qu'on venait à les reahabiler, ce serait vraiment une chose excellente et merveilleuse. Il est bien vrai que les générations qui n'ont pas connu ces bus ne peuvent pas comprendre l'importance que ces bus avait dans le quotidien de l'étudiant.



Russell Nandjou, étudiant en faculté des sciences

«J'aurais vraiment aimé que ces bus soient encore en fonctionnement»

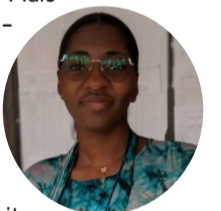
Personnellement je n'ai pas connu l'époque où il y avait encore les bus qui transportaient les étudiants à l'intérieur du campus. J'aurais vraiment aimé que ces bus soient encore en fonctionnement. Parce que ça nous éviterait d'arriver en retard. Mais aussi d'éviter de se fatiguer avant d'arriver à l'amphithéâtre. Parce monter les escaliers de cette université n'est pas chose facile. Remettre ces bus à la disposition des étudiants serait une très bonne chose. Cela leur permettra de limiter les retards. Donc je pense qu'il est grand temps de les réparer.



Erneartine Tchakoumi, étudiante en Sciences du Langage

«En prenant le bus l'on avait rien à craindre»

Je n'étais pas encore à l'époque où il y avait les bus. Mais mon grand frère m'a raconté que ces bus leur facilitaient le déplacement. Surtout pour ceux qui se rendaient à l'extrémité du campus. Par exemple si tu portais une chaussure qui n'était pas adéquate, tu te retrouvais en difficulté. En prenant donc le bus l'on n'avait rien à craindre. Pour quitter du << Château>> à ton amphithéâtre. Elle raconte également que c'était plus simple de se rendre à la faculté de médecine. Du coup je pense que l'absence de bus crée un grand vide.



La nostalgie des bluebus de l'université de Yaoundé I

Par Paul Reinhard Wandji

Qui se souvient de ces minibus aux couleurs bleus et blanches qui sillonnaient les artères du campus de l'université de Yaoundé I ? Moi, oui ! Et je suis sûr que beaucoup d'anciens étudiants partagent ma nostalgie. Ces

minibus, offerts par Vincent Bolloré lors de la construction de la salle de cinéma Canal Olympia, étaient une véritable bénédiction pour les étudiants. Pas besoin de marcher sous le soleil ou la pluie pour aller en cours ou à la bibliothèque. Les minibus étaient là pour nous transporter en toute sécurité et confort. Mais avec

l'avènement du Covid 19 et les distanciations sociales parmi les mesures barrières imposées, les minibus ont disparu. Et depuis, ils n'ont pas repris du service. Ils sont garés juste en face de la salle de cinéma ; on aurait dit, ils sont encore en quarantaine. Une quarantaine dont la date d'échéance échappe aux communs

des mortels, ou pas... C'est dommage ces nouveaux étudiants ne connaissent pas cette commodité, mais remarquent juste des points de stationnement au sein du campus. Maintenant, les étudiants doivent marcher ou faire du stop auprès des véhicules pour se déplacer dans le campus. Ce qui est quand même assez

fatigant. Mais je suppose que c'est le prix à payer pour la sécurité sanitaire... En tout cas, je suis sûr que les anciens étudiants se souviennent avec nostalgie des minibus de l'université de Yaoundé 1. Et qui sait, peut-être qu'un jour, ils reprendront du service. On peut toujours rêver, n'est-ce pas ?

BLUE BUS

Au poids mort

► Cinq ans déjà que les bus électriques ne sillonnent plus le campus de l'université de Yaoundé I. La panne imposée par le Covid 19 perdure.

Par Ikpréri Zoro

Arrêt demandé », « départ château pour Polytech ». Pour les baccalauréats de moins de cinq ans, ces phrases sont une simple succession de mots. Elles passent d'ailleurs inaperçues. Et pourtant, c'est une grammaire qui a écrit les belles pages de l'histoire de la mobilité des étudiants au campus de Ngoa Ekelle. Une époque dorée, aujourd'hui révolue. Par ce que oui. Au bon vieux temps, les apprenants de la mère des universités du Cameroun pouvaient se bomber la poitrine de se déplacer en bus, au sein du campus.

Trois automobiles d'une capacité d'environ 20 places chacun, assuraient alors le service gratuit de 7H30 à 21H de lundi à vendredi. Le klaxon de ces engins ali-



mentés au solaire, était devenu un mythe signal pour toute communauté universitaire. Et les arrêts bus, de véritable point d'embarquement et de rencontre ou les files d'attentes pou-

vaient s'étirer à une dizaine de mètres. Les pas des étudiants étaient soulagés. Les retards abrégés, certains rattrapés même. On était fier d'être étudiant. Depuis 2019, on est parti malheureu-

sement ce top pour le flop actuel.

L'éternel confinement

Les blues bus ont dû s'immobiliser avec l'irruption

du corona virus. La grippe mortelle a imposé de nouvelles règles de vie sociale. Notamment la distanciation physique pour limiter la propagation de la maladie. La mesure qui semblait ponctuelle et provisoire est en passe de devenir définitive. La pandémie est pourtant jugulée, mais le service n'a pas redémarré. Les étudiants ont renoué avec les habitudes d'avant mai 2014. Obligés jusqu'à ce jour d'arpenter des kilomètres d'un bout à l'autre du campus à la recherche du savoir. Si le service de communication de l'université dit ne rien savoir du dossier, les regards et les espoirs sont tournés vers le nouveau recteur. Son dynamisme reconnu donne à croire qu'il pourrait dépanner le Blue bus.

RETOUR DU BLUEBUS

Silence radio

► Depuis le 19 mars 2020, les bluesbus qui assuraient le transport gratuit des étudiants sur le campus de l'Université de Yaoundé I, sont à l'arrêt.

Par PMM

Ce service, très apprécié des étudiants pour sa praticité et sa gratuité, a été suspendu à la suite du confinement lié à la pandémie de Covid-19. À cette époque, le recteur de l'université, Pr Maurice Aurélien Sosso, avait pris la décision de garer les bus électriques pour limiter les risques de propagation du virus, estimant que les transports en commun étaient un vecteur majeur de contamination. Depuis que la situation sanitaire s'est largement améliorée, les bus restent toujours stationnés, sans qu'aucune reprise du service ne soit annoncée. Aujourd'hui, la question qui hante la communauté universitaire est



simple : Quand reviendront ces bus bleus ? Les informations concernant cette situation restent floues. Plusieurs responsables de l'université, interrogés sur le sujet, affirment ne pas connaître les raisons pré-

cises de cette suspension prolongée. Des rumeurs circulent : certains évoquent des difficultés liées aux activités du Groupe Bolloré au port de Douala, il y a quelques années, mais aucune preuve

officielle n'étaye ces spéculations. D'autres affirment que le groupe Bolloré ne serait plus impliqué dans le secteur du transport en Afrique, ayant vendu toutes ses actions à une autre multinationale. Cependant,

ces affirmations n'ont pas été confirmées. En attendant, les bus électriques restent immobiles dans l'enceinte de l'université, laissant les étudiants dans l'incertitude. La question divise et fait naître des inquiétudes : le «Blue Bus», jadis une solution de transport efficace et gratuite pour les étudiants, va-t-il revenir un jour ? Ou restera-t-il un souvenir lointain ? Les autorités universitaires et le Groupe Bolloré devront-ils finalement se concerter pour rétablir ce service essentiel, ou faudra-t-il se résoudre à l'idée que les bus bleus ne circuleront plus jamais ? Le retour de ce service semble plus qu'incertain, et les étudiants attendent des réponses claires.



DÉCLARATION SUR LES REVENUS

Les étudiants non travailleurs exonérés

► Les responsables des services des impôts de Yaoundé veulent rassurer les étudiants sur la question des déclarations de revenus : les étudiants ne sont pas soumis aux mêmes exigences de déclaration d'impôts.

Par Wilfried NTOUDA

Le 23 août 2024, le ministre délégué auprès du ministre des Finances (Minfi), Yaouba Abdoulaye, prolongeait de trois mois la date limite permettant aux contribuables non professionnels soumis à l'impôt sur le revenu des personnes physiques d'effectuer leur déclaration annuelle sous peine de sanction financière à hauteur de 250 000 Fcfa. Depuis cette annonce, le sujet anime les discussions des étudiants en présentiel et dans leurs différents forums. Si chaque étudiant y va de son opinion et de son commentaire empreint d'incompréhension à des degrés divers, une seule question émerge de ces discussions : « Qu'ai-je à déclarer comme revenus ? » Pour répondre à cette interrogation qui se pose avec acuité, certains responsables sous anonymat en service au Centre régional des impôts du Centre I situé au quartier Mvog-Ada à Yaoundé, apportent une éclaircie dans



cette pénombre. « Les étudiants ne sont en aucun cas concernés par cette opération de déclaration de revenus, car ils ne sont pas des salariés, ils n'ont pas d'immatriculation. Et s'ils n'ont pas tous ces prérequis-là, ils vont déclarer quoi ? », explique cette responsable du Centre régional des impôts. D'après d'autres responsables du Centre régional des impôts du Centre I du quartier Omnisports, le statut des étudiants par rapport à cette actualité est en cours d'évaluation. D'autres estiment également que le Gouvernement devrait commu-

iquer davantage sur ce pan de la question pour que les étudiants soient véritablement éclairés et situés afin de prendre des dispositions qui s'imposent.

En attendant que cela se matérialise, sur les campus, l'information selon laquelle tout le monde devrait se déclarer avant le 9 décembre 2024 se propage comme une trainée de poudre. Le ton monte et les étudiants inquiets, étonnés, abasourdis expriment leur incompréhension la plus totale face à cette procédure. À l'université de Yaoundé II-Soa, Jael Ebo'o, étudiant au CREPS, s'interroge

sur le bien-fondé de cette action. « La question que je me pose est celle de savoir, moi en tant qu'étudiant sans travail et sans avenir certain, que dois-je déclarer en fait ? J'ai accueilli la note avec beaucoup d'interrogations », indique-t-il. Du côté de l'université de Ngoa-Ekele, c'est le même état d'esprit qui remue les méninges de ces jeunes en quête de savoir. « Comment peuvent-ils nous demander de déclarer nos soi-disant revenus alors que nous sommes déjà écrasés par les frais de scolarité, les frais de transport et le coût de la vie qui devient

de plus en plus élevé ? Je suis étudiante et je sais que la plupart de mes camarades et moi-même vivons déjà dans des conditions difficiles. Le Gouvernement devrait plutôt prendre en compte nos besoins et nos difficultés », explique Linda Meva'a, étudiante en journalisme. Dans cette vague d'interrogation, certains étudiants lucides accueillent avec un calme olympien cette opération de l'État. « Cela peut paraître étrange de demander aux étudiants de déclarer leurs revenus, mais il faut noter que même les étudiants peuvent avoir des revenus, par exemple les bourses d'études, des revenus issus d'un travail étudiant, des revenus de capitaux, des intérêts sur un compte épargne. Cependant, il est probable que les étudiants soient exemptés d'impôt sur le revenu si leurs revenus sont faibles, la déclaration de revenus permettra alors de leur accorder des avantages sociaux ou des crédits d'impôts », déclare Ivan Boyomo, étudiant en cycle Doctorat à l'Université de Yaoundé II Soa.



DIPLÔMÉS ET SECTEUR INFORMEL

La greffe qui réussie

Chers étudiants, bienvenue dans le prestigieux théâtre de l'absurde qu'est le marché de l'emploi. Dans le contexte qui est le nôtre, le diplôme ne sert pas à décrocher un emploi, mais plutôt à prouver que l'on a survécu à des années de bancs inconfortables, de grèves intempestives. Félicitations, vous voilà armés pour la débrouillardise ! En effet, une fois le diplôme en poche, on se heurte à une réalité plus dure qu'un banc d'amphi mal vissé : un marché de

l'emploi tellement concurrentiel qu'il en devient mythique. Les rares offres d'emploi formelles exigent généralement trois éléments incompatibles avec votre CV fraîchement imprimé : dix ans d'expérience, un réseau aussi vaste que le fleuve Sanaga et la capacité de travailler pour un salaire mensuel peu confortable. Face à ce décor peu reluisant, une tendance se dessine : la création d'emploi dans l'informel. Ah, ce vaste empire sans frontières où tout est possible, sauf la retraite et les congés payés. Ici, le diplômé en droit devient ven-

deur de beignets, le génie informatique répare les téléphones sous un parasol bancal, et les communicantes se lancent dans la vente des mèches en ligne. C'est l'innovation à l'africaine, diront certains. Mais soyons sérieux une minute. Pourquoi ce basculement massif vers l'informel ? Premièrement, le manque criard d'emplois formels. Les entreprises recrutent au compte-gouttes, et les concours administratifs, longtemps vus comme la solution miracle, se transforment en courses d'obstacles.

Ensuite, il y a l'absence de structures de soutien à l'entrepreneuriat formel. L'accès au financement ressemble à une chasse au trésor où les taux d'intérêt sont démesurés. Ajoutez à cela une bureaucratie aussi lente qu'une tortue. Créer une entreprise formelle au Cameroun, c'est s'engager dans un marathon administratif. À la fin, beaucoup renoncent et se rabattent sur l'informel, où la seule exigence est de ne pas se faire déloger par « awara ». Bien sûr, il y a des raisons d'espérer. Quelques initiatives émergent ici et

là, mais elles sont encore trop rares pour inverser la tendance. Alors, chers étudiants, que faire ? Continuer à étudier avec acharnement, certes, mais surtout développer des compétences en débrouillardise, en réseautage et en création d'opportunités. Après tout, dans ce Cameroun où tout le monde est « son propre patron », le véritable diplôme, c'est celui de l'adaptabilité.

AVOULOU ETOUA Astride Ronny
Professionnelle des métiers de l'information et de la communication



BIJOUX PERSONNALISÉS

Made in Umuhoza

► À seulement 20 ans, Delphine Umuhoza, étudiante en Master à l'Université Protestante d'Afrique Centrale, a lancé son activité de personnalisation de bijoux, tasses, gourdes et alliances.



Par Emmanuel TCHOUANHO

Delphine Umuhoza, jeune Camerounaise d'origine rwandaise, incarne la nouvelle génération d'entrepreneurs qui choisissent de se lancer dans l'aventure de l'entrepreneuriat avec passion et détermination. À 20 ans, cette étudiante en Master à l'Université Protestante d'Afrique Centrale, titulaire d'une licence en sciences infirmières, a su

conjuguer ses études et son esprit d'entreprise pour créer un projet ambitieux : la personnalisation d'objets. Bijoux, tasses, gourdes, alliances, Delphine transforme des articles du quotidien en véritables créations sur mesure, un marché en pleine expansion. L'idée de se lancer dans ce domaine est née après une conversation avec une amie, mais c'est surtout son besoin d'indépendance financière qui l'a poussée

à se tourner vers le commerce en ligne. «Le commerce en ligne est un moyen efficace de toucher une large clientèle tout en optimisant le temps», explique-t-elle. En quelques mois, son activité a pris de l'ampleur, particulièrement pendant les périodes de fêtes, et elle a rapidement vu le potentiel de structurer son entreprise pour répondre à une demande croissante. Aujourd'hui, Delphine récolte des fonds pour formaliser son activité dès janvier prochain, avec pour objectif de se constituer en entreprise et d'étendre son champ d'action. Son ambition ? Créer des emplois pour les jeunes et leur offrir l'opportunité de s'épanouir dans l'entrepreneuriat. «Mon projet va permettre à d'autres jeunes de s'investir dans une activité qui leur permettra de se prendre en charge financièrement», confie-t-elle. Son message aux jeunes : «Ne cédez pas à la tentation de la contrefaçon ou des raccourcis. Il est essentiel de travailler pour soi-même, d'affronter les défis et de persévérer.» Le parcours de Delphine UMUHOZA montre que la réussite est à la portée de ceux qui savent allier innovation, détermination et autonomie.



Les couleurs des toges varient en fonction des facultés

Au Cameroun, la toge universitaire, symbole de l'identité académique, varie selon les facultés et écoles pour refléter leurs valeurs et spécialités. À l'Université de Bertoua, chaque établissement a une couleur spécifique.

La Faculté des Sciences Juridiques et Politiques (FSJP) adopte le rouge, qui représente la rigueur ainsi que l'engagement dans la défense des droits. De son côté, la Faculté des Sciences Économiques et de Gestion (FSEG) choisit le rouge lie de vin, un symbole de prestige et de réflexion dans l'économie et la gestion. En parallèle, la Faculté des Sciences (FS) opte pour le violet lavande, une couleur associée à la sagesse et à la créativité, évoquant également l'harmonie dans la recherche scientifique. Quant à la Faculté des Arts, Lettres et Sciences Humaines (FALSH), elle utilise le jaune, une teinte liée à la lumière et à l'inspiration intellectuelle, notamment dans les disciplines artistiques et littéraires. Par ailleurs, l'Institut Supérieur d'Agriculture, du Bois, de l'Eau et de l'Environnement (ISABEE) privilégie le vert, couleur emblématique de la nature, symbolisant l'engagement pour le développement durable. De même, l'École Normale Supérieure (ENS) adopte le bleu, reflétant la stabilité et la transmission du savoir. Ensuite, l'École Supérieure des Sciences de l'Urbanisme et du Tourisme (ESSUT) choisit l'orange, une couleur qui illustre l'innovation et l'énergie dans l'aménagement urbain et le tourisme. Enfin, l'École Supérieure de Transformation des Mines et des Énergies Renouvelables (ESTM) arbore le gris, une teinte associée à la technologie et à la modernité, tout en évoquant précision et robustesse. Ainsi, ces couleurs renforcent non seulement l'identité de chaque établissement, mais elles mettent également en lumière les valeurs fondamentales des disciplines qu'ils représentent.



► Offre de Stage : Stagiaire d'Appui au Pôle Secteur Rural & Environnement

L'Agence Française de Développement (AFD) recherche un(e) stagiaire pour une période de 6 mois, à compter du 2 janvier 2025, basé(e) à Yaoundé. Ce stage s'adresse aux candidats de nationalité camerounaise, titulaires d'une

licence en agroéconomie, agriculture, environnement, économie, développement rural ou dans une discipline connexe, avec une expérience professionnelle de 0 à 2 ans. Le/la candidat(e) devra avoir un excellent niveau de français (écrit et oral), faire preuve d'initiative, d'autonomie, et avoir

une aptitude au travail en équipe. Des compétences en synthèse et rédaction de notes d'analyse sectorielle sont essentielles, tout comme la maîtrise du pack Office. Une expérience avec des logiciels de cartographie constitue un atout. Les candidatures sont à envoyer avant le 12 décembre 2024 à l'adresse

afdyounde@afd.fr, avec pour objet : Candidature stagiaire secteur rural.

► Human resources recrute un interlocuteur (trice)

Vous serez chargé(e) de conduire les actions RH initiées par le département Capital Humain. Vous êtes titulaire d'un Bac+5 en Gestion des Ressources Humaines et

disposez d'une expérience professionnelle d'au moins 6 ans en tant que RH Généraliste. Si votre profil correspond, nous serions ravis de recevoir votre candidature (CV) avant le 11 décembre 2024 à 17h via le lien dans le descriptif du poste ou à l'adresse ci-dessous. recrutement@cca-bank.com.



CaMiGra
Caméra - Micro - Graphisme

ASSURE TA SOUTENANCE à travers nous !

PRISE DE VUE ET MONTAGE AUDIOVISUEL DE VOTRE MAGAZINE TV
(+237) 694 299 971 - 677 932 102

